

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 18 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 20 -27 aout 2025

VLADIMIR PARAISON SUCCÈDE À RAMEAU NORMIL Le nouveau DG de la PNH inculpé pour trafic d'armes et de munitions Fuite en Équateur, retour sur la pointe des pieds...

Par Léo Joseph

Le personnel de la Police nationale d'Haïti (PNH) a connu un grand bouleversement, qui a provoqué un changement à la tête de l'institution. Les rumeurs de la révocation de Rameau Normil, qui faisaient le tour de Port-au-Prince, et dont les échos parvenaient en diaspora, se sont révélées vraies, durant les heures qui ont suivi l'entrée en fonction de Laurent Saint-Cyr succédant à Fritz Alphonse Jean, dans le mandat, au Conseil présidentiel de transition (CPT), a pris fin le 7 août. M. Normil a été éjecté pour faire place à André Jonas Vladimir Paraison, qui avait servi, depuis sous l'administration de Jovenel Moïse, comme commandant de la sécurité générale du Palais national. Mais, le nouveau chef de la PNH

serait le plus haut gradé de l'institution policière à être inculpé pour trafic d'armes et de munitions. Son cas n'a jamais été résolu



André Jonas Vladimir Paraison, le nouveau DG de la PNH.

légalement, puisqu'il s'était enfui du pays pour trouver asile, à

Quito, en Équateur.

En effet, la saga de Vladimir Paraison a été contée dans un article dû à la plume de Léo Joseph,



Le défunt président Jovenel Moïse, complice du fugitif Vladimir Paraison

publié dans l'édition du 12-19 janvier 2018, précisant que le

haut fonctionnaire de la PNH en fuite, avait pu laisser le pays, pour échapper à la poursuite de la Jus



Ocman Clamé Daméus, ancien commissaire du gouvernement de Port-au-Prince

te, ayant été inculpé par le juge d'instruction de Saint-Marc,

département de l'Artibonite, Me Dieunel Lemeurant.

L'inculpation de Vladimir Paraison n'a pas manqué de se couer le pouvoir, dont plusieurs membres civiles étaient impliqués dans l'importation illégales de ces armes et munitions, qui se trouvaient à bord d'un bateau en provenance de Miami Florida. Bien que le Palais national, alors sous la présidence de Jovenel Moïse, se soit emparé du dossier, le juge Lemeurant ne s'était pas laissé intimider par les menaces dont il était l'objet. Dans le cadre de l'enquête ayant suivi la découverte suivie de la saisie de ces engins, Paraison et ses complices, ap pu yés par le Palais national, faisaient tout pour intimider le magistrat. Alors que des hauts fonction-

Suite en page 2

MALGRÉ L'INSÉCURITÉ ANBIANTE OMNIPRÉSENTE

Le CPT met le cap sur les élections en 2026

Ignorant les mises en garde de l'ingénieur Alex Saint Gardien Jecrois

Par Léo Joseph

Il semble que, à l'ère de l'insécurité quasiment omniprésente, dans trois départements où se trouvent près de deux tiers des citoyens en âge de voter, l'équipe Conseil présidentiel de transition (CPT-gouvernement du Premier ministre mette le cap inexorablement sur le référendum électoral suivi du scrutin général, en 2026. En ce sens, les dirigeants mis en place, par la communauté internationale, ignorent royalement les mises en garde formulées par l'ingénieur Alex Saint Gardien Jecrois, un spécialiste des élections, d'origine haïtienne, basé à Washington, aux États-Unis d'Amérique.

Avant de s'en prendre aux

dirigeants haïtiens exécutant ces éléments de la feuille de route imposée par leurs créateurs, il faut



Alex Saint Gardien Jecrois

attirer l'attention sur la confusion entretenue par ces derniers, par rapport à ces défis. Tout en recon-

naissant l'insécurité, forçant les citoyens à minimiser leurs déplacements, surtout dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Centre, ils continuent d'exiger que soient respectées leurs exigences, quant à tenue de ces événements inscrits dans leurs mandats faites à l'équipe intérimaire. Il faut se rappeler que ces requis énoncés par les trois premiers coordinateurs du CPT, dans leurs propos d'installation, viennent d'être réitérés dans le discours d'investiture de Laurent Saint-Cyr. Une preuve que leurs patrons continuent de les éperonner vers de telles fins. Dans ce cas, il faut croire que ce dernier n'aura rien fait ou dit, qui serait

Suite en page 8

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

A discussion about Haiti's security, including privatization of certain operations

The discussion about violence-ravaged Haiti is getting some attention from various sectors,



Laurent St-Cyr, the new coordinator of the CPT, a homogeneous cohabitation with Alix Didier Fils-Aimé.

including the Transitional Presidential Council (CPT by its French acronym), that multi-headed governance experiment imposed on the country by foreign powers, which is turning to a private concern to fight the gangs that have caused death and desolation in all sectors of society.

As if awakening from a long sleep, the CPT published a statement on July 21, following a high-level meeting in the office of Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé, attended by all sectors implicated in the security dossier. It's said that "total cohesion" has been reached to "mobilize all

Continued to page 7

VLADIMIR PARAISSON SUCCÈDE À RAMEAU NORMIL Le nouveau DG de la PNH inculpé pour trafic d'armes et de munitions Fuite en Équateur, retour sur la pointe des pieds...

Suite de la page 1

naires s'impliquaient dans la protection de Paraison, y compris le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, à l'époque, Ocam Clamé Daméus, qui avait la responsabilité de protéger l'accusé, par n'importe quels moyens, afin d'éviter que soit mobilisé l'action judiciaire contre lui.

Le véhicule et la maison du juge instructeur pris pour cibles

À l'époque, l'affaire faisait discrètement la une, car sachant que la protection de Paraison était une affaire d'État et que tous les moyens devaient être utilisés pour porter le juge Lemeurant à faire marche arrière. Aussi, le véhicule du magistrat, ainsi que sa résidence privée étaient pris pour cible par des hommes armés non identifiés, qui ont dirigé des coups de feu sur eux. Mais l'affaire continuait d'évoluer dans le sens d'une inculpation, la stratégie d'intimidation n'ayant pas réussi à dissuader Me Lemeurant.

Après l'attaque armée perpétrée contre le véhicule et la mai-

son du juge instructeur, d'aucuns s'interrogeaient cette phase des pressions sur le magistrat, portait tous à croire que les autorités gouvernementales, y compris le chef de la sécurité générale du Palais national étaient impliqués jusqu'au cou dans ces activités criminelles dirigées contre un « *officier judiciaire* ». Si les autorités gouvernementales ont tout fait pour éloigner Dieunel Lemeurant de la décision d'inculper Paraison, mais que ni la persuasion ni les intimidations criminelles n'ont pas apporté les résultats escomptés, il fallait trouver d'autres moyens pour mettre le commandant de l'USGPN à l'abri de l'inculpation. Aussi, la décision a été prise d'organiser la fuite de Paraison du pays.

À l'instigation du Palais national, l'équipe chargée de la protection de Vladimir Paraison de toute poursuite judiciaire, dans le cadre de cette conspiration, et d'entamer des négociations en vue de l'évacuer discrètement du pays. L'Équateur a été choisi comme destination du haut gradé de la PNH, l'intéressé ayant étudié l'art militaire à Quito, en Équateur, où

il compte de nombreux amis. Il a donc été décidé que, dans ce pays, plus que tout autre qu'on aurait choisi pour lui comme lieu de refuge, était l'endroit idéal. Encore, à l'instigation du Palais national, les Équatoriens ont décidé d'envoyer une vedette militaire en Haïti, aux fins de ramener Paraison à Quito.

Aussi, a été mis sur pied une équipe de policiers attachés à l'USGPN pour assurer la protection de Vladimir Paraison, afin de prévenir toute tentative de son arrestation, sous l'ordre du juge Lemeurant. Les dix policiers faisant office de gardes du corps de Paraison, embarqués dans trois véhicules de l'institution que dirige ce dernier, ont pris la route de Marigot, commune de Jacmel, où les Équatoriens devaient récupérer Vladimir Paraison.

Fuite en Équateur

Afin de donner le change à la communauté haïtienne, qui suivait, avec beaucoup d'intérêt, la saga de Vladimir Paraison avec la Justice, les dirigeants du pays avaient décidé de « *limoger* » Vladimir Paraison, une mesure qui

n'a jamais eu d'effet administratif ou légal, puisque aucun document, à cet effet, n'existe nulle part, dans l'administration, à la Police nationale ou ailleurs.

Voilà le commandant de l'USGPN hors du pays, Me Lemeurant et son équipe ignorant que l'inculpé réussissait à se soustraire à la Justice, grâce l'implication des plus hautes autorités du pays.

On n'a jamais su si certains de policiers qui l'ont accompagné jusqu'à Marigot devait faire la traversée jusqu'à la capitale équatorienne avec lui. Peu de gens savaient comment, à la veille de son inculpation, à Saint-Marc, pour trafic illégal d'armes et de munitions, Vladimir Paraison a pu s'expatrier, frustrant ainsi le système judiciaire d'Haïti grâce à l'intervention du président de la République.

Retourné au pays sur la pointe des pieds

Les démêlés du chef de l'USGPN avec la Justice de son pays n'a jamais eu de suite. Quand les esprits se sont calmés et que l'affaire de Paraison atterrit aux oubliettes, il est retourné au pays

sur la pointe des pieds et repris le commandement de sa garnison.

Aujourd'hui, d'aucuns pensent qu'il faut tirer cette affaire au clair et d'en tirer les conséquences. Surtout à un moment où la question des fournisseurs d'armes et de munitions ainsi que le financement aux gangs armés occupe l'actualité, tant en Haïti qu'à l'étranger, il est impératif de savoir si le nouveau directeur général de l'institution policière et ses acolytes étaient au service des bandes criminelles.

Il faut absolument que soit sé paré le vrai du faux. De toute évidence, des armes et munitions arrivées illégalement, en Haïti, n'étaient pas destinées à la Police. Il semble qu'une enquête soit nécessaire, afin de lever le voile sur le mystère qui entoure cette phase de la vie de M. Paraison. Car il est inadmissible qu'un ancien fournisseur d'armes et de munitions aux bandes armées soit celui qui leur fait la chasse aujourd'hui. La question est donc à l'ordre du jour : Pour qui travaillait Vladimir Paraison parallèlement à son rôle de commandant de l'USGPN ?



L'Université d'État d'Haïti en 2025 entre mission, crise et défis

Par Robert Arisma *

Pour la première fois de son histoire, l'Université d'État d'Haïti (UEH) est dirigée par trois personnalités qui, outre leur expérience avérée dans l'administration universitaire, sont dotées du plus haut grade académique (le doctorat) dans leur discipline respective. Le recteur Dieuseul Pré délus est un ancien directeur de l'École normale supérieure (ENS). Le vice-recteur aux Affaires académiques, Predner Du vier, est un ancien vice-doyen aux Affaires académiques de la faculté d'Agronomie et de Médecine vétérinaire (FAMV). Le vice-recteur à la recherche, Jacques Blaise, ancien doyen de la FAMV, vient d'ajouter un troisième mandat à son palmarès de vice-recteur.

« Transformer l'Université d'État d'Haïti en un centre d'excellence capable de répondre aux besoins de la société haïtienne à travers des pratiques modernes, innovantes et ouvertes sur l'universel » est une promesse de campagne résumant la vision du recteur qui vient de traverser le cap de ses cent jours. Dans une conjoncture aussi difficile que celle créée par la violence des gangs, les dirigeants doivent faire appel à leur expérience et leur compétence stratégique s'ils veulent se coler aux défis du moment et exécuter les orientations et objectifs de leurs plans d'actions.

Entre autres préoccupations : les étudiants de la capitale sont à la rue, les facultés vandalisées, les décanats confrontés à l'absence d'enseignants et de membres du personnel administratif forcés de laisser le pays. Comment l'institution va-t-elle pouvoir exercer ses fonctions dans un climat aussi asphyxiant ? Pour avoir une idée de l'ampleur des défis, Haïti-Observateur dresse un état des lieux de la situation actuelle à l'UEH.

Des fonctions de l'UEH

Institution autonome et indépendante tel que consacré par la Constitution de 1987, l'UEH bénéficie d'un triple avantage. Elle est d'un côté, la plus ancienne institution d'enseignement supérieur du pays (respectivement établie par décret-loi du 27 décembre 1944 et élevée au rang d'Université d'État par décret le 16 décembre 1960). Elle est aussi dotée du plus grand effectif d'usagers. Elle est enfin la plus territorialement étendue. Le devoir de justifier son respect de la mission sociale qui lui est confiée est alors la contrepartie à payer.

Les dirigeants actuels portent la lourde responsabilité d'un défi énorme à relever : répondre aux

attentes de la population en général et de la communauté universitaire en particulier. Il leur importe donc de répondre aux exigences des sacro-saintes fonctions d'enseignement, de recherche et de service à la communauté et permettre à l'institution de rester compétitive.

Le volet enseignement

L'UEH compte actuellement un effectif avoisinant 2000 professeurs pour environ 30 000 étudiants et étudiants affectés à des structures (facultés, instituts et écoles) localisées physiquement à travers six départements géographiques. Malgré son âge, l'institution souffre encore de l'absence d'un cadre juridique et institutionnel formel. Elle est jusqu'ici régie par des Dispositions dites transitoires adoptées depuis 1997. Chaque faculté, de Port-au-Prince ou des provinces, suit un régime académique différent. Malgré la velléité de réduire les doublons, de nombreux étudiants continuent de fréquenter deux, voire trois entités en même. On retrouve des cours comme la méthodologie, la psychologie, l'économie dispensés par des enseignants d'horizons divers. Une majorité de structures bouclent la formation au niveau de la licence pendant que d'autres ajoutent à leur programme académique des cours de Master. Un unité d'étu des poste-gradués sans lien organique formel avec les facultés existe depuis près de deux décennies à côté d'autres formations fonctionnant dans le cadre de partenariats avec la France. Un héritage pesant et compliqué dans lequel de l'ordre est attendu.

Pour le deuxième et le troisième cycles, outre les études post-graduées, l'UEH joue la carte de la coopération internationale. Une offre de bourses aux plus méritants, incluant des enseignants en formation continue, permet à l'institution de renforcer et de renouveler, au fil du temps, son personnel académique.

Un enseignement en mode virtuel

Depuis la dernière percée de la fédération des gangs armés en février 2024, aucune faculté de la capitale n'a réussi à conserver son local. L'administration centrale, dénommée le rectorat, a dû se démener pour trouver un moyen d'héberger provisoirement les onze entités.

Une bonne partie du budget de cette année est alors consacrée à la location. Le rectorat a déjà négocié quelques immeubles dans les périphéries du haut Delmas et de Pétiou-Ville. Les seuls espaces jusqu'ici épargnés de la

furure des gangs. Dans la foulée, la Primature a annoncé, il y a de cela un mois, la récupération du local de la Faculté de Linguistique appliquée (FLA) située à la rue Dufort. La FLA a été occupée, depuis mars 2024, par les déplacés de Carrefour-Feuilles et des environs du Champ-de-Mars.

Sur le plan général, l'enseignement est dispensé en ligne exclusivement. Pour une fois en Haïti, la communauté universitaire fonctionne en mode virtuel. « Société où les personnes ne se sont parfois jamais vues en chair et en os », selon les termes de Marie-Hélène Catherine Torres. Cette « société de communication » est fondée sur l'usage presque exclusif de l'internet. Diverses plateformes comme Microsoft Teams, Moodle, Zoom et Instagram sont mobilisées, grâce à l'accompagnement de techniciens et ingénieurs en Technologie de l'information et de communication (TIC) pour pallier l'absence d'espace physique. Pour éviter les inconvénients liés à l'usage de tels supports, le rectorat envisage un plan d'installation gratuit d'internet en faveur des enseignants et des étudiants.

Vers un plan de carrière et une graduation unique

Visant les plaintes de professeurs à plein temps qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts à cause de la cherté de la vie, le vice-recteur aux Affaires académiques envisage de les intégrer dans un plan de carrière. Il s'agit d'un « facteur d'auto-motivation, de développement professionnel et de performance institutionnelle », indique un document émané du bureau du vice-recteur Duvivier. En réalité, moins du tiers de l'effectif des professeurs fonctionne avec un statut d'enseignant professionnel. Pour la plupart, ils sont médecins, ingénieurs, avocats, mais se contentent d'occuper une chaire universitaire pour des raisons diverses. Leur salaire vient d'ailleurs. Le plan de carrière vise à inciter à la constitution d'un corps enseignant animé d'un sentiment d'appartenance et apte à mieux accompagner les étudiants. Le salaire qui sera révisé à la hausse dépendra de facteurs divers tels le grade académique, l'ancienneté et les travaux scientifiques réalisés. Cette nouvelle initiative, qui inclura un nouveau budget de fonctionnement, devra aussi servir à réduire l'écart de traitement salarial entre professeurs de la même institution. Ce plan devrait entrer en vigueur à partir de l'année académique 2025-2026.

Comme grande première, le

Conseil exécutif vient d'obtenir l'adhésion du Conseil de l'Université (structure chargée du contrôle des actions du Conseil exécutif) à son projet d'institutionnalisation des pratiques de graduation à l'UEH. Le principe de graduation unique, estime-t-on, vise à réguler une pratique qui projetait une image controversée de l'institution universitaire. Désormais, les diplômés des programmes de licence, de master et de doctorat auront droit à une cérémonie de collation de grade organisée par le rectorat au cours de la période de septembre à décembre de chaque année.

Le volet recherche

La notion de recherche à l'UEH, et la réalité qu'elle implique, est tardivement intégrée dans le langage institutionnel. Pourtant, la recherche n'a jamais été totalement absente au niveau du pays. Elle dépendait quasi-exclusivement de chercheurs isolés travaillant, dans la majorité des cas, sous l'obédience d'institutions internationales et d'organisations non-gouvernementales. En clair, il s'agissait d'une recherche pirate commanditée et organisée suivant une logique mercantile. Le terrain vide s'est offert au plus offrant vu qu'il n'existait pas de politique nationale de recherche. Au niveau universitaire, la licence a constitué, jusqu'aux années 1990, le plafond des études. Une enquête datée de 2017, commandée par l'Ambassade de France, a montré que moins de 10 % des enseignants universitaires haïtiens étaient titulaires d'un niveau Master. Ce qui suppose que la masse critique légitimement douée de la capacité à produire des travaux scientifiques faisait défaut. Ajouté à cette pénurie de ressources humaines, aucun budget n'était alloué à cette branche.

Dans un tel climat, hormis quel ques exceptions, il était pratiquement impossible de parler de recherche. Une prise de conscience accompagnée de grands efforts a permis un démarrage au cours de la dernière décennie. En effet, le professeur Jacques Blaise fraie son passage depuis qu'il a été nommé directeur puis élu vice-recteur à la recherche. Son bureau pilote une structure qu'il entend dynamiser vers la production, la valorisation et la promotion de travaux axés sur des thématiques en lien avec les besoins identifiés. Un document cadre intitulé : « Proposition des règlements généraux de la recherche à l'UEH » établit les conditions de fonctionnement des centres et des laboratoires.

Une Commission a récemment été instituée en vue de la régularisation des publications scientifiques à travers les revues Recherche, Étude et Développement (sciences pures et appliquées) et Chantiers (sciences humaines et sociales). Son mandat consiste à réaliser la mise en ligne des numéros existants, de lancer des appels à communication.

Des supports à la recherche

Aujourd'hui, outre la Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire, la Faculté de médecine, de pharmacie et de biologie médicale, à la Faculté d'Ethnologie (FE) et la Faculté de linguistique appliquée, il existe des laboratoires s'occupant de thématiques propres aux domaines de leur compétence. Les Éditions de l'UEH établies depuis plus d'une décennie, publient des ouvrages à comité de lecture, des actes de colloques ; reproduisent certains textes rares ou disparus. La Maison de la recherche a subi les contrecoups de l'insécurité et attend d'être rétablie dans ses activités de soutien aux chercheurs.

D'un autre côté, en mode incitatif, des prix d'excellence et des primes sont appliqués en faveur des contributeurs. Pour maximiser les chances de réussite de telles dispositions, le rectorat a opéré des changements à la tête de certaines structures.

Au niveau de certaines réalisations, on sait que de 2021 à 2024, la soupe au giraumon (soup joumou) et la cassave ont été inscrites sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco. À l'annonce de la nouvelle de l'inscription, l'UEH a été présentée comme « partenaire technique » par le ministère de la Culture et de la Communication. Mais derrière cette appellation se cache l'essentiel du travail réalisé par l'institut d'Études et de Recherche africaine d'Haïti (IERAH) et la FAMV pour y arriver. En effet, c'est grâce aux travaux des étudiants dirigés par des professeurs de ces entités que cette reconnaissance a été possible, indique-t-on au niveau du rectorat.

Le volet service à la communauté et opportunités d'embauche

La fonction du service communautaire est peut-être une notion brumeuse attribuée par forfait à l'université en Haïti. De quels services parle-t-on en effet ? Personne, même les enseignants, n'en sait grand-chose. Pour cause, cette fonction ne figure pas dans certains documents de présentation de l'institution. « L'UEH est une institution publique d'enseignement supérieur. Elle rassemble une vingtaine de facultés et d'Instituts voués à l'enseignement et à la recherche », lit-on dans un document publié sur le site de l'institution. Parmi les onze entités hébergées dans des bâtiments de la zone métropolitaine, il y en a très peu qui semblent être concernées par cette fonction. L'une d'entre elles, la Faculté de médecine, de pharmacie et de biologie médicale, dépend du ministère de la Santé publique et de la population (MSPP) pour l'offre des soins de santé.

Il s'agit du volet sanitaire incluant les étudiants en service social (ou stage) à la fin de leur cycle d'étude. Ces derniers, avant

Suite en page 7

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



HAÏTI FOOTBALL FÉMININ

Haïti vs Canada, deux défaites qui inquiètent

30 mai 2025 à Winnipeg : Canada bat Haïti 4-1 ; But d'Haïti de Batcheba Louis
13 juin 2025 à Montréal : Canada bat Haïti 3-1; But d'Haïti de Melchie Daëlle Dumornay (sur penalty)

Par Jacques Brave

La Sélection nationale féminine avait disputé, la semaine, en juin dernier, deux matches amicaux contre celle du Canada, le premier, à Winnipeg, perdu (4-1), le deuxième, à Montréal, également perdu par trois buts à un. Certes, pour les statistiques, et surtout pour nos aspirations futures, notamment un meilleur classement FIFA-CONCACAF, en vue des éliminatoires Gold Cup 2026 et Coupe du monde Brésil 2027, c'est une grosse déception. C'est vrai, s'incliner devant le Canada, une nation phare de football féminin, même si le soccer, en général, n'y est pas une discipline majeure, ce pays, qui navigue entre la 5^e et la 10^e place mondiale FIFA, ces résultats n'ont donc rien de catastrophique, même si, pour aller au Mondial U20, en 2018, c'est le Canada qu'Haïti avait éliminé. Donc, les conséquences sur l'avenir immédiat, pour nous, dans les deux prochaines années, risquent d'être lourdes de conséquences et même être désagréables pour le futur, car, en 2026, il y aura les éliminatoires du Mondial féminin FIFA-Brésil 2027 ; et le classement FIFA joue un rôle majeur dans les adversaires du parcours des éliminatoires, et même dans la Coupe du monde elle-même, ou avec cette nombreuse colonie haïtienne au Brésil on ne devra pas faire de la figuration.

Un potentiel gaspillé

La déception vient du fait qu'Haïti dispose d'un potentiel de jeu et de joueuses de très haut niveau, qui lui permettraient, avec un encadrement de très haut niveau et compétent capable de conduire sa préparation professionnelle et de tenir la dragée haute aux meilleures sélections de notre région, qui sont également les meilleures du monde. Les USA, no un mondial, également le Canada dans le peloton de tête du classement FIFA.

C'était l'objectif, et Haïti était sur la voie, lorsque, en 2018, avec une préparation sérieuse, d'abord sous la houlette de Fiorda Charles, dans un premier temps, puis avec l'indisponibilité de la

coach Charles, attendant son premier bébé, de l'entraîneur Marc Collât, en phase finale U20 de la CONCACAF Haïti, avait tenu tête aux USA (1-1), puis éliminé le Canada, battu 1-0, se qualifiant pour le Mondial français, donc on était près de ces puissances mondiales de notre région. Haïti disposait d'une équipe nationale ambitieuse et devrait, en continuant à travailler avec la même ambition, monter dans la hiérarchie internationale avec sa Sélection senior.

Mais, malgré la déperdition d'une majorité de ces héroïnes de France 2018, il reste un noyau de joueuses évoluant comme professionnelles en Europe. Autant dire, l'Équipe nationale A possède la capacité pour affronter sans complexe les meilleures équipes du monde, malgré les nombreuses joueuses, titulaires jusqu'en 2020, qui ont été abandonnées aux USA, expulsées de la Sélection. Rien qu'à parcourir la liste des sélectionnées, jusqu'au complot de 2020 et de la Sélection qui disputa son dernier tournoi au complet, il ne reste que quatre titulaires (Kerly, Angeline, Dacius, Rosianne, Ruthnie, Étienne, So véline, Ti-Charles, Nelourdes, Phiseline, Abaina, Mikerline, Jonie, Taïna, pour ne citer que celles-là, ont été écartées et jetées aux USA, une tragédie rare de voir une sélection nationale rejeter tant de jeunes joueuses préparées pendant plus de dix ans.

Plus catastrophique encore, des joueuses très jeunes, au début de la vingtaine. C'est dire combien le travail et les progrès accomplis, grâce à l'Académie Camp Nous, entre 2010 et 2020, était de grande qualité, car bien qu'il ne reste qu'une poignée d'anciennes, le niveau reste hautement compétitif au niveau international. À preuve, pour la saison 2025/2026 à venir, pas moins d'une dizaine de joueuses haïtiennes seront titulaires, dans la division 1, donc dans l'élite d'un des championnats les plus compétitifs, en Europe, malgré le départ pour les USA de plusieurs autres joueuses, découragées par la Fédération haïtienne de football (FHF), qui ne les soutenait plus. Il est important, à ce sujet, de souligner que la situation de la joueuse

professionnelle, en Europe, qui est comme placée dans un club par sa Fédération nationale pour progresser et s'épanouir, mais nécessite obligatoirement le support de celle-ci, de son pays, pour mener une vie d'athlète de haut niveau et progresser dans le jeu, sinon elle ne peut tenir et mener une vie compatible aux ambitions qu'on lui assigne.

Cela dit, malgré ces nombreuses déficiences, qui s'accroissent,



Batcheba Louis

de jour au jour, la Sélection reste compétitive au plus haut niveau, du moins potentiellement. Dommage, ce n'est pas tout d'avoir de bonnes joueuses, il faut une ambition traduite dans un projet, développé par un encadrement compétent, ambitieux, enthousiaste et passionné, tout cela desservi par des moyens matériels et techniques à la hauteur des grosses ambitions.

Ce dernier point est le talon d'Achille de cette Sélection féminine, qui n'a aucun programme, n'organise aucun stage d'envergure, tout cela desservi par un encadrement incompetent, sans tâche et sans passion, dont le profit et le gain d'argent est l'unique motivation. Cette situation se résume par l'absence d'un programme défini, des rassemblements à la dernière minute, avec, arrivée en ordre dispersé, un staff technique sans référence et sans expérience de haut niveau, de surcroît sans même un seul technicien venant d'Haïti, donc bizarrement un personnel administratif de dirigeants et d'officiels composé uniquement d'hommes, sans aucune expérience, ni d'attache, même de loin, avec le football féminin.

C'est grave ! À noter aussi que ce constat pour les cadres administratifs et d'encadrement de

la Sélection n'est pas seulement pour l'Équipe senior, car d'est pareil pour les formations féminines de jeunes. Un encadrement mâle, il est vrai, un fait qui étonne, parce que paradoxal, vu que la mission de normalisation, confiée aux dirigeants de la FHF, a été inventée, suite à une histoire d'abus d'hommes sur les femmes. Pour tant, il est crucial pour les dirigeants de profiter du noyau de joueuses seniors actuelles pour forger une page glorieuse pour Haïti, car, d'ici quelques années, lorsque le noyau de joueuses actuelles aura atteint la limite d'âge et laissé la scène, et comme il n'y a aucun programme de développement de jeunes en cours, depuis cinq ans, Haïti deviendra un Cendrillon international. Cela se voit, d'ailleurs déjà, à présent, puisque, aux récentes compétitions féminines U20, U-17 et U15, on n'a enregistré rien que des raclées : (14-0, contre Mexique, 13-0 devant les USA et même 9-0 face à Costa Rica). Plus grave encore, il y a peu en Coupe du monde U20 féminine, on a honte de dire qu'Haïti a été éliminée par Guyana, un sans-grade de la Caraïbe.

Et la politique actuelle consistant à bâtir la Sélection en recrutant exclusivement dans la diaspora, comme on l'a fait récemment, pour les éliminatoires U17, au Mexique.

D'abord, l'objectif de toute association est d'offrir d'abord une opportunité de s'épanouir aux jeunes. Il y'a donc un volet de représentation internationale et de faire honneur au pays, mais il faut savoir que le jeune né à l'étranger n'acceptera de représenter Haïti que si le programme lui donne l'opportunité de briller et de bâtir un palmarès, mais il ne viendra pas dans une organisation qui collecte des résultats désastreux.

Voilà ! Nous n'avons pas le droit de collectionner les défaites, alors que l'équipe a un énorme potentiel.

Il faut arrêter cette spirale et faire n'importe quoi, car les individualités sont au-dessus du lot.

Dans les deux récentes défaites, individuellement les joueuses ont montré, par moments, de bonnes choses, mais visiblement il n'y avait pas de fond de jeu ; cha-

cun jouait sa partition. Visiblement, il n'y avait pas de fonds de jeu ; il a manqué de fraîcheur ; les joueuses en vacances ont été en inactivité trop longtemps et ont manqué de rythme ; des fans se plaignent du fait que les jours précédant le match, plusieurs joueuses ont été actives sur TIK-TOK, signe d'un encadrement inadéquat, sans rigueur disciplinaire.

Il faut retourner aux longs stages dans des installations faites pour le haut niveau.

Il n'est pas normal que dans la CONCACAF et le classement FIFA Haïti soit désormais devancée par le Panama (battu 6-0 lors de notre dernière confrontation, en janvier 2020), par la Jamaïque, par le Chili, par le Mexique, tous des adversaires potentiellement inférieurs à nous.

Inadmissible !

Haïti a toujours soigné et bien préparé son équipe nationale. On ne peut pas accepter qu'un si précieux patrimoine soit négligé. En 2019, pour se hisser en semi-finale, l'Équipe nationale masculine a eu un mois de préparation foncière à Bradenton, suivie de matches à Washington contre El Salvador. Ensuite, un lointain voyage au Chili, puis au Costa Rica .

J.B.



17 août, 17 octobre – Un même cri : liberté et dignité sans concession

Par Michel Legros *

La mémoire de Marcus Garvey ne se limite pas au passé : elle est plus que jamais d'actualité. Depuis l'élection de Barack Obama, le premier président noir des États-Unis, le pays a connu une réaction violente des suprémacistes blancs, incapables de digérer qu'un Afro-Américain ait dirigé la nation. Le racisme s'est ravivé avec une intensité inquiétante et la question raciale est redevenue centrale dans la société et la politique américaines.

Il est malheureux de devoir rappeler que « *Black Lives Matter* ». C'est une vérité qui ne de vrait même pas avoir à être dite. Pour tant, après la mort de George Floyd et de tant d'autres victimes de brutalités policières, il a fallu la clamer, alors que des milices blanches surgissent de partout et que le Ku Klux Klan reprend vigueur.

Cette année, la commémoration revêt un éclat particulier. Le 19 janvier 2025, à la veille de quitter la Maison-Blanche, Joe Biden a accordé, in extremis, une grâce posthume à Marcus Garvey. Ce geste hautement symbolique efface, du moins officiellement, la condamnation injuste dont il fut victime dans les années 1920, un procès nourri par le racisme et la crainte de voir un Noir soulever les foules. Au-delà de la réhabilitation judiciaire, cet acte nous invite à relire l'histoire des luttes noires avec une exigence renouvelée : la quête intransigeante de souveraineté.

Aujourd'hui, il est urgent de relancer le combat à travers de nouvelles figures, héritières de Jean-Jacques Dessalines, de Marcus Garvey et de Martin Luther King, car la lutte pour les droits civiques est devenue une question de survie existentielle pour les

Noirs. C'est dans cette perspective que la célébration du 17 août, journée internationale de Marcus Garvey, prend tout son sens : elle est un appel à la fierté, à l'unité et à l'action.

Dessalines, un précurseur

Jean-Jacques Dessalines est le seul de tous les dirigeants haïtiens à avoir regardé l'homme blanc d'égal à égal. Jamais il ne fut aliéné par la culture européenne, ni



Marcus Garvey

séduit par ses modèles éducatifs ou ses manières. Chez lui, aucune trace de fascination pour le monde colonial.

À l'inverse, les autres héros de l'indépendance ont maintenu des liens culturels ou symboliques avec l'ancienne métropole. Tous saint Louverture envoya ses fils Placide et Isaac en France pour y recevoir une éducation française modelée par l'élite blanche. Henri Christophe, entre le 10 et le 12 octobre 1802, soit deux ou trois jours avant la défection des officiers indigènes le 14 octobre, remit lui aussi son fils Ferdinand au général Boudet pour être éduqué en France. Devenu roi, Christophe, passionné par le système éducatif britannique, voulut le propager dans son royaume.

Rien de tel chez Dessalines. L'homme est Africain, profondément et farouchement. Il ne se contente pas d'avoir arraché l'indépendance et la liberté : il incarne une identité noire assumée, sans compromis ni complexe. Dessalines, c'est la négritude avant le mot, la fierté africaine avant la théorie. En cela, il préfigure Marcus Garvey — un Garvey avant la lettre —, affirmant par sa posture et ses décisions que l'émancipation ne se négocie pas et que l'égalité ne se mendie pas.

On imagine difficilement Dessalines accepter, même au nom de la raison d'État ou du réalisme politique, de discuter avec la France pour indemniser les anciens colons esclavagistes, comme le fit Alexandre Pétion. On le voit encore moins engager des négociations de reconnaissance avec l'ancienne métropole, comme le fit Jean-Pierre Boyer, hypothéquant l'avenir de la jeune nation avec cette dette colossale.

Pour Dessalines, la liberté ne tolère aucune demi-mesure. Briser les chaînes signifiait couper tous les liens, visibles ou invisibles,



Emmanuel Argo

qui pouvaient ramener le peuple noir sous tutelle. C'est cette intransigeance que Garvey, un siècle plus tard, portera à

l'échelle planétaire.

Marcus Garvey, héritier spirituel

En 1914, Garvey fonde l'UNIA, qui deviendra le plus vaste mouvement panafricain de son temps, rassemblant des millions de membres et de sympathisants sur plusieurs continents. Il crée la Black Star Line, compagnie maritime destinée à relier la diaspora à l'Afrique, et publie le Negro World, tribune mondiale de la



Dr Julius W. Garvey

fierté noire.

Son drapeau rouge, noir et vert, adopté en 1920, devient l'emblème universel de l'unité africaine : rouge pour le sang versé, noir pour le peuple, vert pour les terres cultivées. Comme Dessalines, Garvey croit qu'aucune émancipation réelle n'est possible sans autonomie politique, émancipation économique, contrôle des ressources et confiance en sa propre culture.

17 août : Se souvenir pour agir

Depuis 2012, la Jamaïque a institué le « Marcus Garvey Day », mais cette date appartient au monde entier. Elle nous rappelle que l'esclavage physique a pu

être aboli, mais que l'esclavage mental, lui, exige un combat quotidien. Garvey l'exprimait ainsi : « *We are going to emancipate ourselves from mental slavery* »

Dessalines et Garvey, chacun dans son siècle, portent la même conviction : le peuple noir doit être maître de son destin. En les célébrant ensemble ce 17 août, on ne se contente pas d'honorer des figures du passé : on adopte une feuille de route pour l'avenir : se souvenir pour agir, honorer pour imiter.

Et si le destin a voulu que deux dates-clés de notre mémoire tombent un 17, alors que l'on salue Garvey en ce 17 août, préparons déjà nos cœurs et nos esprits pour le 17 octobre, jour où nous commémorons l'assassinat de Dessalines. Deux 17, un fil d'Ariane à suivre, un flambeau allumé de résistance et de fierté noires à transmettre.

* Michel Legros

Port-au-Prince, Haïti, 15 août 2025

Bien que, supporté par ses amis, en majorité Afro-Américains, au sein du Congrès américain et d'autres milieux sociaux-politiques américains, attachés à la mémoire de Marcus Garvey, le Dr Julius Garvey, MD, fils de celui-là, menait la campagne, durant des décennies, pour que son père obtienne le pardon posthume, aucun chef d'État américain n'avait répondu favorablement à cette requête. Mais, dans l'édition du 15-23 janvier 2025, Emmanuel Argo, présent d'Africa Mundus, organisation internationale préposée à la défense des intérêts de la diaspora et des États africain, s'est fait partie prenante des démarches de Dr Garvey. Dans un plaidoyer passionné adressé au président Joe Biden, il présente

« La mascarade continue ! »

Par Hugues Célestin *

Haïti, terre où le soleil martèle comme un tambour Asòtò, faisant vibrer la mer jusqu'à lui arracher des chants, et où l'Histoire, hale-tante, clame encore, tel un tonnerre, le nom de Jean-Jacques Dessalines. Inflexible justicier de la liberté, visionnaire à la flamme indomptable, forgea dans le feu de l'histoire une nation debout face aux empires. Ici, sur cette terre de révoltes éclatantes et de rêves en flammes, naissent des géants. Mais aussi, par quelque sortilège que seuls les loas oseraient expliquer, d'étranges créatures surgissent. Comme cette légion de « *neuf nains politiques* » qui trônent fièrement au Conseil présidentiel de transition (CPT), ultime gadget politique, de la dernière création de l'ambassade américaine. Un club où l'on parle de transition comme d'autres par-

lent de régime minceur, sans jamais brûler un gramme de graisse.

Chez nous, l'ironie porte la couronne. Sous les cocotiers, voûtés par le poids des ans et des renoncements, les fils dénaturés ne sèment plus ni l'arachide ni la dignité, mais les combines. Le CPT, auberge de truands sous franchise diplomatique, exhibe la vitrine d'un marché noir politique. Dans cet espace, les coups de couteau ne viennent pas de la rue, mais de la table de réunion, servis avec sourire et poignée de main protocolaire. Pendant que le peuple, ventre creux, crie famine, eux se partagent budgets et privilèges avec la voracité d'un enfant dévastant un pot de confiture. Le chapitre Fritz A. Jean se referme. Comme prévu, on lui retire le masque pour l'offrir à Laurent St Cyr, nouveau capitaine du navire naufragé, chargé de voguer entre

les récifs des gangs, les vagues de soumission et les tempêtes de corruption. Le public haïtien, habitué aux changements de visages sans changement de cap, s'installe pour assister au même spectacle aussi hideux que prévisible.

Comptable d'un naufrage organisé

Le 7 août, Fritz A. Jean quitte la coordination du CPT par la petite porte, affublé du manteau moisi de l'échec, tel un roi du carnaval déchu, abandonnant son char avant la fin du défilé, sous les huées d'une foule qui ne dansait déjà plus à sa musique. Le jour de son investiture, l'économiste, en grand chef de guerre autoproclamé, promettait de débusquer les gangs avec son fameux « *budget de guerre* », purifier l'administration, ressusciter la confiance et ranimer une économie déjà cliniquement morte. En coulisse, il se

rêvait architecte d'une grande reconstruction nationale. Sur scène, il s'est contenté d'être l'intendant minutieux du désastre. Dans le champ de ruines qu'est devenue l'économie haïtienne, M. Jean se contentait d'aligner des chiffres comme un comptable distrait, persuadé que cela suffisait à gouverner un pays en pleine débâcle. Une arrogance aveugle, coupée des souffrances et du chaos qu'il prétendait maîtriser.

Violences, corruption, rackets érigés en politique publique et classe moyenne pressée jusqu'à la dernière goutte étranglent le pays ; cette réalité accélère son déclin. Quant au fameux « *budget de guerre* », il n'a traqué ni ombre ni milice ; il s'est mué en acte notarié de partage territorial entre gangs. L'administration publique, gangrenée par le clientélisme, aligne plus de 10 000 nouvelles sinécures. Les entreprises haï-

tiennes fondent sous les flammes, s'effondrent sous les balles, fuient sous les menaces. Le 6 juillet 2025, les gangs-milices ont réduit en cendres le légendaire Hôtel Oloffson. Quelques mois plus tôt, c'étaient Radiotélévision Caraïbes, puis Télé Pluriel, passés au bûcher. Au cours de l'année 2025, plus de 8 millions de dollars d'équipements médicaux ont été pillés ou détruits à l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti et à l'Hôpital Universitaire de Mirebalais.

Aucune réforme économique, pas un souffle en faveur des producteurs locaux, pas la moindre fissure dans l'ordre criminel qui dévore le pays depuis des décennies. L'économie, transformée en passeport doré, ouvre grand la voie à de nouvelles zones franches, servies sur un plateau aux multinationales et à l'oligarchie,

Suitse en page 6

GRENN PWONMENN

Èske otorite Ayiti yo vrèman rekonnèt ke se sekirite ki pi enpòtan pou peyi a ?

Pandan 3 semèn journal la pa t parèt la, gen youn bann gwo nouvèl sou Ayiti ki blayi toupatou, sitou avèk sa nou di an franse : « *la démocratisation de l'information* ». Wi, avèk Entènèt la, rezo sosyo yo, sitou *WhatsApp*, *Facebook* ak *Instagram*, nouvèl yo gaye byen vit. Kidonk, gen de bagay nou pral pale nan atik la, mwen ka tandè mounn ki di, « *A ! Se bagay nou konnen déjà !* » Toutfwà, m pa kwè se menm fason nou déjà tandè l la ke m pral ban nou l. Paskè se pa nouvèl sèlman m ap bay. Se analize m ap analize nouvèl yo pou nou, nan fason pa m. M espere nan fason sa a nou pral wè bagay yo youn lòt jzn.

Younn nan gwo nouvèl yo sè ke nan dat 7 out (dawou pou mounn nan Nò), te gen inogirasyon youn nouvo prezidan pou sa yo rele an franse a « *Conseil Présidentiel de la Transition* » (CPT). Wi, se jou sa a, Laurent Saint-Cyr, òm dafè, te pran mayèt la nan men Fritz Alphonse Jean, ansyen gouvènè Bank Santral la, ki te fini manda 5 mwa pa l la nan dat 7 out la.

Kòm nou konnen, CPT a, ki gen 9 konseye prezidansyèl, avèk 7 ki gen dwa pou vote epi 2 se obsèvatè, te fè youn aranjman ant yo menm, pou chak nan 7 yo te fè youn kout prezidan pou 5 mwa.

Laurent Saint-Cyr se katriyèm nan. Kòm mwen deja di, sye ran-

plase Fritz Alphonse Jean, ki te twazyèm nsn. Anvan msye, de zyèm prezidan an se te Leslie Voltaire, ki re ranplanse premye a, Edgard Leblanc Fils., ki te pran pou vwa a nan dat 30 avril 2024. Kive di, sou 16 mwa, nou gentan pase sou 4 prezidan, avèk Mesye Saint-Cyr ki ki se dènye a.

Kesyon prezidans 9 tèt sa se pa youn bagay pèp Ayisyen an gen anyen pou wè ladan. Se nan Kingston, kapital peyi Jamayik, chèf CARICOM yo, tout 15 peyi ki fòme oganizasyon sa a, te reyini nan dat 11 mas 2024 avèk otorite lòt gwo peyi tankou Etazini, Kanada, Lafrans, Meksik, elatriye, pou chwazi fòm gouvènman yo kwè Ayiti merite. Yo pa t okipe yo de sa Konstitisyon peyi a di ki pou fèt. Yo ta dwe chwazi youn manm nan « *La Cour de Cassation* », tribinal Lajistis ki anlè tout lòt yo, tankou « *Supreme Court* » nan peyi Etazini. An touka, nan dat 16 avril, apre non yo te pibliye nan *Le Moniteur*, journal ofisyèl gouvènman an, 8 mesye yo ak youn sèl dam pami yo te pran mayèt la ofisyèlman nan Pòtoprens.

CPT fè bèk atè nan kesyon sekirite pou peyi a

Selon sa k te diskite ak CPT a, premye gwo djòb yo se te mete sekirite nan peyi a, dekwa pou

eleksyon te ka fèt pou pèp la chwazi nounn li vle pou dirije peyi a. Apre sa se pou yo te bay talon yo, e yo te gen jouk 7 fevriye 2026 pou fè sa.

Mwen pa kwè m bezwen bay twòp detay sou kijan sityasyon an vin pi mal nan kesyon sekirite.



Vladimir Jonas André Paraison, nouvo chef Polis la ap pwononse diskou prte seman li.

Kòm nou konnen, Pòtoprens, ki kapital peyi a, anba kontwòl gang a 90 pou san (90%), selon sa Nasyon Zini pibliye. Sityasyon sekirite nan Pòtoprens tèlman grav, gen diskisyon ki fèt pou yo ta transfere Katyè jeneral CPT a nan Okap Ayisyen, nan Nò peyi a, kote ki gen bonjan sekirite, menm jan sa ye nan Sid peyi a, nan Okay ak lòt zòn anba yo.

Menm si m pa bagy tout chif sou kijan sityasyon peyi a vin pi

malouk depi CPT a pran pouvwa a, fòm di nou rive mwa jen ane sa a, se youn milyon twa san mil (1.3 milyon) mounn ki deplase kite kay yo. Nou ta ka di se refije lo kal. Se youn ogmantasyon de 24 pou san (24%) nan youn peryòd 6 mwa, soti mwa desanm rive mwa jen. Se sa oganizasyon ki travay ak Nasyon Zini yo bay. Men dènye kou pou touye koukou a, se kesyon grangou k ap fini ak pèp la. Imajine nou ke 5 milyon mounn, prèske lamwatye popilasyon an ap mouri anba grangou, selon chif ofisyèl oganizasyon ki travay ak Nasyon Zini ki rele *Integrated Food Security Phase Classification (IPC)* bay.

E si CPT reveye nan dòmi, epi nou kòmanse wè chanjman

Menm lè nou pa atann pou gouvènman an eksplike kijan sityasyon peyi a malouk, otorite yo admèt sa pa ka kontinye konsa. Vwala ke nan dat 21 jiyè, CPT a te pibliye youn kominike apre youn reyinyon ki te fèt nan biwo Premye Minis Alix Didier Fils-Aimé, kote tout mounn ak oganizasyon enpòtan ki sanse ap travay sou kesyon sekirite pou peyi a te chita nan youn tèt ansanm, epi yo deklare ke gen « *cohésion totale* » tout mounn dakò pou « mobilize tout tout resous pou konbat ensèkirite, paske sekirite se pi gwo priyorite Leta. M ap bay fraz la an franse jan yo mete l deyò a : « *C'est la cohésion totale pour mobiliser toutes les ressources en vue de combattre l'insécurité, car la sécurité demeure la priorité absolue de l'État* ».

Sa k pi enpòtan, selon jan nou wè l la, 2 Konseye prezidansyèl ki te anchay reyinyon ki te fèt nan biwo Premye Minis la, se te Leslie Voltaire, premye pezidan CPT a ki te deklare lagè kont gang, lè l te pran mayèt la. Vwala ke lòt la ki te anchay reyinyon kay Premye Minis la, se te Laurent Saint-Cyr, ki vin pran pouvwa a 2 semèn pita. Epi nan premye diskou li fè, an Kreyòl nè alet, msye di premye gwo travay li gen pou l fè se mete sekirite nan peyi a, pou eleksyon ka fèt, dekwa pou l transfere pouvwa bay mounn pèp la va chwazi.

Li pran pouvwa nan dat 7 out. Epi le landmen, kivedi 8 out, li mete chèf Polis la atè.

Li vini ak youn nouvo chèf Polis, Vladimir Paraison, ki ranplase Rameau Normil ki, te jwenn anpil kritik pou jan l te trete ak gang yo ki lakòz prèske tout deblozay nan peyi a.

Gen mounn k ap kritike jan yo wè bagay yo ap dewoule. Yo di sektè biznis fè dap-piyan sou pouvwa a, paske ni nouvo Prezidan an, Laurent Saint Cyr, ni Premye Minis la, Alix Didier Fils-Aimé soti nan menm sektè biznis an Ayiti. E se youn sektè ki abitye pran tout pou yo. Nou menm, nou di: Sektè biznis gen youn gwo opòtinite pou montre yo pa tankou politisyen souflantchou, ki konn ap pran kòb nan men biznisman pou ba yo sèten avantataj, pandan yo kite pèp la nan soufrans. Nouvo prezidan CPT sa a ak Premye Minis la pral resi trase youn egzanp ann Ayiti. M ap ba yo youn chans. M espere yo p ap fè m wont !

Ti Renm/ Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

« La mascarade continue ! »

Suite de la page 5

pour poursuivre le pillage du pays. Les chefs des gangs-milices, véritables patrons de la capitale, redessinent les frontières, imposent leurs tarifs, leur sécurité, leur justice et surtout bâtir un ordre parallèle, armé, rentable, impuni. C'est l'exécution méthodique de notre sécurité, l'effondrement de l'économie formelle comme informelle, le saccage de notre souveraineté et l'assassinat de notre humanité. Le CPT a présidé à la plus vaste opération cri-

minelle de notre histoire récente.

Ceux qui espéraient que l'économiste, adoube mathématicien, ou n'importe lequel de ces truands institutionnalisés, ferait de la transition un tremplin pour refonder le pays se sont lourdement bercés d'illusions. Fritz A. Jean s'en va, abandonnant derrière lui un champ de cendres et un CPT qui pue toujours la combine et l'intrigue, prompt à recycler la transition en carrière et le provisoire en rente à vie.

Rara de Pétiion-Ville au bunker de Musseau

Deux semaines avant son couronnement, le pays était le théâtre d'une comédie aussi grotesque qu'un spectacle de rue mal éclairée, où suspicion et coups bas se mêlaient de trahisons et de manœuvres sournoises. D'un côté, Fritz A. Jean, cramponné à sa chaise comme un fonctionnaire accroché à son per diem, jurait qu'il ne céderait pas la place, arguant que le secteur privé avait déjà mis la main sur le volant de l'organe de transition. De l'autre côté, la nouvelle écurie politico-économique s'appête à installer Laurent Saint Cyr pour renforcer Alix Didier Fils-Aimé à la Primature. Cette image saisissante pourrait bien rebaptiser le CPT en « *club d'affaires pour une transition éternelle* ».

Pour donner un cachet folklorique à la mascarade, on a servi au public un 22-septembre sauce Du valier. Une poignée de militants clairsemés, armés de rara rachimique, s'époumonant à crier « *Viv prezidan St Cyr ! Avi ! Avi !* » dans les rues fantomatiques de Pétiion-Ville. Sur leurs torsos, s'affichent des t-shirts imprimés à l'effigie du nouveau chef. Une icône politique déjà en solde dévalait les

pententes de Pétiion-Ville pour aller se faire admirer au bunker du CPT, à Musseau. Une preuve formelle, comme un ticket en bonne et due forme, pour forcer le patron à regarder la marchandise en face et enfin lâcher les reliquats promis, qu'il gardait jalousement sous le coude.

Catastrophe ! Laurent Saint Cyr s'est aventuré en créole, langue qu'il ignore superbement, pour délivrer un discours aussi limpide qu'un brouillard épais. Ce discours était incompréhensible même pour ses fidèles jouisseurs qui applaudissaient sans savoir pourquoi ni comment. Les mots creux et inutiles ont glissé comme la pluie sur un parapluie troué. Aussi opaque et indigeste qu'un rapport d'audit de la Banque mondiale ou du FMI, ce programme sert uniquement à préserver les intérêts de ses petits clans, à répartir les sièges comme on divise un butin entre complices, et à sceller hermétiquement l'accès aux véritables décisions, laissant ceux qui rechignent à la porte, bras ballants et yeux écarquillés. Dès ses premières heures, sourire forcé, poignée de main calibrée, le ton était pourtant donné pour une vengeance implacable. Déjà, Normil Rameau est

devenu ex-patron de la Police nationale !

Laurent Saint Cyr, Fritz A. Jean, Leslie Voltaire, Edgard Leblanc Fils, et ces pitoyables suppôts du Conseil présidentiel de transition (CPT), véritables parasites de la politique haïtienne, ne sont rien d'autre que les fossoyeurs déguisés du changement tant clamé. Ils nourrissent leur festin sur les ruines de l'espoir, étouffant toute lumière sous un déluge de mensonges, de calculs sordides et de trahisons à visage découvert. Haïti crie, mais eux, occupés à piller et à se partager le gâteau, font semblant de ne rien entendre. Il est temps d'arrêter d'attendre que des coordinateurs successifs accomplissent ce qu'ils ne feront jamais. Mobilisons-nous pour reprendre le pouvoir de décider, de produire, de rêver, de reconstruire.

Grand Pré, Quartier Morin, 10 aout 2025

* **Ingénieur Hugues Célestin**

Membre de :

- Federasyon Mouvmann Demokratik Katyè Moren (FEMOD-EK)

- Efo ak Solidarite pou Kons trikasyon Altènativ Nasyonnal Popilè (ESKANP)

DE BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

resources to combat insecurity, because security is top priority of the State." To be noted, two presidential councilors, Leslie Voltaire and Laurent Saint-Cyr chaired the meeting, and attendees included the Prime Minister, in whose office the meeting was held, the Minister of Justice and Public Safety, top representatives of the minuscule Haitian Army (FAd'H) and of the Haitian National Police (PNH). More over, leading members of the Kenya-led Multinational Security Support Mission (MSS), in Haiti since June of last year, were there.

Regarding Mr. Voltaire, we should remember that when he assumed the post as the second president of the CPT, from October 2024 to March 2025, he was the first Haitian authority of any standing to have declared war against the gangs. Although he

never engaged in battle against the heavily armed bandits, his legacy on anti-gang sentiments remains. As for Laurent Saint-Cyr, two weeks after that high-level meeting, he became the fourth president of the CPT, and in his inaugural speech, he stated that security of the land is his top priority, so that peace can be restored and elections can be held. For, on February 7, 2026, he'll be transferring power to the citizens the people will have elected.

That the next day after his swearing-in ceremony, on August 8, he fired the chief of Police, Rameau Normil and replaced him with Vladimir Paraison, is food for thought, because Normil was highly criticized for his laissez-faire attitude regarding the gangs, who grabbed more territory under his watch.

Privatizing the fight

against gangs may be a profitable business

Suddenly, we were jolted by a news item concerning a private concern which obtained a 10-year contract from the Haitian authorities to combat the gangs and take charge of other duties that were of State domain. The news is on the internet where Erik Prince confirms that he has signed a 10-year contract with the Haitian authorities, not only to defeat the gangs, but also to collect funds, ostensibly in place of customs officials in border areas with the Dominican Republic where contraband of all sorts, including of weapons and munitions, flourishes.

Erik Prince is well-known for having founded the private mercenary group called Blackwater, which operated in several countries, especially in Africa. Now he has a new outfit called Vectus Global. According to a Reuters

story, August 14, that company has "plans to escalate operations in the coming weeks in Haiti." Though there's no official statement from Washington about the involvement of the American government in this deal with the Haitian authorities, the headline of the Reuters article of August 14, lets the cat out of the bag. Here it is: "Trump ally Erik Prince plans to keep forces in Haiti for 10 years to fight gangs and collect taxes."

Meanwhile, the Haitian authorities are mum about what the contract is all about. How much will it cost the Haitian treasury? Or will Mr. Prince be paying himself for the money he will collect, ostensibly for the State? Also, one wonders whether this private arrangement could be a disguise for a longer-term occupation of Haiti! For it's believed that some international bigwigs covet Haiti's underground wealth of rare minerals, including iridium, of which the country is reported to have the second largest reserve, after South Africa.

In conclusion, we'll point to an action of the U.S. which appears beneficial to Haiti. On August 12, Jimmy Cherizier, alias Barbecue, the former police officer-turned gang lord and organizer of the "Viv Ansanm" (Living Together,) was indicted by a federal grand jury, in Washington. Cherizier, the former police officer-turned-gang leader and organizer of the "Viv an sanm" (Living together) gang federation, who is accused of certain crimes for which he was previously sanctioned, is now on the FBI list of fugitives. A bounty of \$5 million has been announced for his capture. Will the U.S. fare better in Barbecue's case than it has in that of Vitelhomme Innocent against whom there's been a \$2 million bounty posted since November 2023 for his involvement in the kidnapping of 16 Christian missionaries? As if his name of Innocent has shielded him, he's still on the lam!

RAJ
raljo31@yahoo.com

L'Université d'État d'Haïti en 2025 entre mission, crise et défis

Suite de la page 6

ant la délivrance de leur diplôme, sont requis de fournir une année de services gratuits à l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HU EH). Une autre, la Faculté d'Odontologie (FO) qui accueille des patients souffrant de problèmes liés à la dentition, fonctionne avec un très faible effectif (environ deux douzaines d'étudiants par promotion). De son côté, il existe à la Faculté des Sciences humaines (FASCH) une unité de formation continue et d'extension universitaire qui a organisé des séminaires destinés à des organisations non gouvernementales, des organisations communautaires, des membres d'institutions sociales, et organismes publics. Hormis ces exceptions, il n'y a plus aucun moyen de fournir de services à la communauté au moment où la crise sécuritaire frappe le pays de plein fouet.

Parmi les défis qui s'imposent au Conseil exécutif, se dessine le profil d'un grand besoin de renforcement de l'offre de stages qui doit s'étendre aux finissants de toutes les entités indistinctement. La majorité des facultés délivre un diplôme de fin de premier cycle aux étudiants, suite à la soutenance de leur mémoire de sortie. Ce cycle varie de trois à sept ans dépendamment de l'entité. Le mémoire qui donne accès au diplôme de licence est aussi un passeport pour l'administration

publique ou privée quand ce n'est pas pour les organisations non gouvernementales.

C'est le cas, par exemple, des ressortissants de l'Institut national de Gestion et des Hautes Études internationales (INAGHEI), qui constituent environ 80 % des embauchés de l'administration publique haïtienne, selon un enseignant de cette structure. Certaines entités comme la Faculté des Sciences et la Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire fournissent un têt de diplomation considérablement élevé suivant l'algorithme de la demande de cadres dans les espaces d'emploi. Un enseignant de la Faculté de droit et des Sciences économiques de Port-au-Prince a déclaré, avec une pointe de vanité à ses étudiants : « Chaque dix ans, c'est vous que l'on trouve à la tête du pays. C'est vous de la FDSE de Port-au-Prince, que l'on trouvera comme Premier ministres, comme ministres et autres autorités dans dix ans encore ».

Les finissants de l'École normale supérieure (ENS), quant à eux, se battent depuis plusieurs années avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (ME NFP) pour décrocher un stage ou une chaire d'enseignement dans un lycée. Le 2 octobre 2020, un jeune normalien, Grégory Saint-Hilaire, revendiquant son intégration dans l'enseignement public,

est abattu à la barrière même de l'ENS. Les étudiants des facultés peu achalandées par le marché de l'emploi se débrouillent comme ils peuvent. Certains continuent à étudier passant d'une entité à une autre, d'autres s'inscrivent dans des programmes d'études avancées, d'autres encore deviennent policiers, enseignants d'écoles secondaires, journalistes, évangélistes, lorsqu'ils ne vont pas grossir les rangs des immigrés. L'étudiant qui a terminé ses études à une faculté de l'UEH ne peut pas compter sur son alma mater pour se faire caser quelque part. Aucun service de placement n'est encore inscrit dans l'agenda institutionnel.

Au cœur de la crise : Les atouts de la décentralisation et la coopération internationale

Vu son statut étatique, l'UEH se doit d'étendre ses tentacules et atteindre « le pays en dehors » qui envoie ses jeunes à la capitale au moment où 90 % de l'espace métropolitain est occupé par les gangs armés ? Il est quasi impossible d'étudier dans un tel climat. Circuler à Port-au-Prince devient très risqué. En guise de perspective, les provinces se présentent comme une alternative viable. Le séisme du 12 janvier avait d'ailleurs montré la voie, mais les décideurs nationaux sont réfractaires aux changements majeurs.

Port-au-Prince, espace surpeuplé et pollué au-delà de toutes limites se fait de plus en plus dangereux.

Selon une note émise par l'unité de Communication de l'UEH, il est rapporté que le « Grand Sud » est dans le viseur du nouveau Conseil exécutif qui a effectué une tournée dans le Sud, la Grand'Anse, le Sud-est et les Nippes du 5 au 8 août 2025 en vue de « rapprocher les formations universitaires des jeunes de cette région ». L'objectif de la mission consistait, selon la note, à « identifier un site approprié pour l'implantation d'un campus universitaire ». Il s'agit d'un nouveau pas dans un cadre plus vaste d'augmentation des capacités de l'UEH. Le premier pôle existant en régions est l'Université Henri Christophe de Limonade. Cela fait déjà plus d'une décennie. Ce don de la République dominicaine compte aujourd'hui parmi les plus forts taux de diplomation à l'UEH.

Des secousses du 12 janvier 2010 à celles des gangs d'aujourd'hui

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a marqué un tournant dans l'expression de la solidarité internationale envers Haïti. L'UEH en avait largement profité pour augmenter son effectif d'enseignants dotés de diplômes avancés. De nombreux partenaires étrangers avaient apporté au pays

leur soutien dans le cadre du slogan de l'époque annonçant un plan de reconstruction voire de refondation d'Haïti. C'était l'occasion tant attendue pour des dizaines d'étudiants d'effectuer des études de haut niveau à l'étranger. On a compté au nombre des contributeurs la France, le Canada, le Brésil, Taïwan, le Sénégal, la Belgique. La coopération interuniversitaire a donné lieu à une remarquable amélioration de la performance académique. Cela a servi à accroître à tous les niveaux le rendement des opérateurs pédagogiques.

En 2025, les causes de la débâcle sont différentes, l'environnement géopolitique aussi. Le cri de détresse d'Haïti n'aura pas le même écho sur le plan international. L'actualité est dominée par les guerres et les menaces de guerre. Les États-Unis et la France, par exemple, sont trop préoccupés par l'Ukraine et Israël pour inscrire Haïti dans l'ordre de leur priorité. Comment dénouer ce nœud gordien et susciter la confiance chez les partenaires nationaux et internationaux tout en maximisant les chances de succès face aux défis actuels ? Voilà l'essentiel des défis qui jonchent la trajectoire du mandat de l'actuel Conseil exécutif.

* Robert Arisma, PhD, coordonnateur du GRASLang, membre du GRUCH, professeur à l'UEH.



MALGRÉ L'INSÉCURITÉ AMBIANTE OMNIPRÉSENTE Le CPT met le cap sur les élections en 2026

Ignorant les mises en garde de l'ingénieur Alex Saint Gardien Jecrois

Suite de la page 1

considéré comme changement de direction, particulièrement dans ces deux dossiers, comparé à ses prédécesseurs.

Ambivalence internationale sur les élections

Quoique disent et fassent les grands ténors politiques occidentaux et leurs institutions sur l'exigence maintenue des réformes constitutionnelles et des élections, en Haïti, pour que, disent-ils, soient effectué le transfert des pouvoirs aux candidats choisis par le peuple, à la fin du mandat de l'administration intérimaire, en 2026, on peut déceler une certaine ambivalence, à cet égard, au sein de la communauté internationale. En effet, dans une intervention qu'il a faite, immédiatement après avoir pris les commandes, en tant que secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), Albert Ramdin, nouvellement élu pour remplacer Luis Almagro, s'est prononcé contre la tenue des élections, en Haïti, dans les présentes conditions.

Selon M. Ramdin, le moment n'est pas propice à la tenue d'élections en Haïti. Il devait, par la même occasion, s'exprimer défavorablement au sujet de l'instance présidentielle. Mais depuis lors, le nouveau secrétaire général de l'OEA ne fait plus de déclaration, sur la tenue ou nom du prochain scrutin, dans ce pays. Il y a lieu de se demander s'il s'était fait tirer les oreilles par les patrons de l'OEA, après avoir pris de telles positions.

Par la suite, M. Ramdin a déclaré, par ailleurs, qu'une enveloppe de USD 50 millions \$ est consacrée au renforcement des possibilités sécuritaires d'Haïti, donnant ainsi l'impression qu'il aurait fait marche arrière par rapport aux déclarations qu'il avait faites antérieurement, qui ne seraient pas en harmonie avec les points de vue régulièrement exprimés par le secrétaire d'État américain Marco Rubio.

En revanche, selon des informations véhiculées sur les médias sociaux, notamment des organes de presse en ligne, il est rapporté que le président américain, Donald J. Trump, aurait fait savoir que l'organisme présidentiel de transition n'a rien fait de bon pour le pays. Ce qui a porté l'animatrice d'un de ces médias à dire que « CPT a nan cho ».

Bien que, depuis que Jovenel Moïse, ait pris l'engagement, lors de ses démêlés avec les partis d'opposition, autour de la date de fin de son mandat, d'organiser le référendum électoral et des élections générales, ces éléments

figuraient toujours dans la feuille de route présentée à l'Exécutif intérimaire. Après l'assassinat du président Moïse, et que le Dr Ariel Henry a été choisi, par le CORE Group pour diriger seul l'administration intérimaire, à part le rétablissement du climat sécuritaire, la relance de l'économie, l'organisation du référendum électoral et la tenue des élections figuraient toujours sur les objectifs du gouvernement de transition.

Mais, Ariel Henry écarté du



Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé.

pouvoir, le système présidentiel tournant intérimaire l'a remplacé. Aussi les mêmes engagements étaient-ils reformulés dans le discours d'investiture d'Égard Leblanc Fils, le premier coordonnateur du CPT. Ainsi que dans celui de ses successeurs, Leslie Voltaire, Fritz Alphonse Jean, et maintenant Laurent Saint-Cyr. Alors que, dans le passé, les représentants de l'administration américaine et ceux des Nations Unies ou de l'OEA ne rataient jamais l'occasion d'inscrire les exigences de la tenue des événements liés aux élections, dans leurs multiples interventions, de nos jours, ils semblent tous oublier ces rappels. Dès lors, en sus de telles omissions, toute intervention déclarant « impossible » l'organisation des élections, dans les présentes conditions sécuritaires, conforte la position anti-élections de la grande majorité, qui s'y oppose. D'ail leurs, même le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, qui s'est installé confortablement, dans le train des élections et mène des activités, à cette fin, y compris le financement des opérations, avait, au moins une fois, lâché des propos semant le doute sur le déroulement du scrutin, d'après l'horaire maintes fois annoncé.

Les mises en garde de l'ingénieur Alex Saint Gardien Jecrois ignorées

Bien que l'équipe intérimaire s'affiche, quasiment en permanence, en mode tenue des élec-

tions à la date proclamée et constamment renouvelée dans les prises de position, cette attitude est loin d'être partagée par les électeurs potentiels, qui s'étonnent que les autorités ignorent les mises en gardes lancées par l'ingénieur Alex Saint Gardien Jecrois, un expert en question électorale, qui a suivi ces activités, dans d'autres pays, mais surtout en Haïti.

Les nombreux secteurs politiques, dont les citoyens et leurs familles entendent rester chez eux, le jour de ce scrutin, car craignant de s'aventurer dans les rues, à cause de la peur des gangs, pensent que les dirigeants actuels, malgré l'engouement manifesté pour ces événements, ne croient pas qu'ils aboutiront. Pour ceux opposés à l'organisation de ces élections, les femmes et hommes au pouvoir y tiennent uniquement pour décaisser les fonds mobilisés pour le financement des opérations électorales. Cela entre dans le cadre de la stratégie de l'équipe gouvernementale, en vue de leur enrichissement et le ramassage de millions par leurs alliés politiques.

Tout compte fait, bien que donnant l'impression de rester en mode élections à tout prix, les actuels tenants du pouvoir, quoi qu'ils disent, n'ont aucune intention de décréter des élections. Cette attitude pourrait bien expliquer l'indifférence manifestée aux

électorales que se proposent d'organiser les présentes autorités, si elles ne prennent pas le temps d'apporter les rectifications qui s'imposent.

En effet, M. Jecrois a, dans un premier temps, au début de cette



Le nouveau secrétaire général de l'OEA, Albert Ramdin

année, fait état de ses préoccupations, dans l'organe de presse en ligne *RLnews* (RL).

En effet, cité par *RL*, il s'inquiète du coût des opérations électorales, dont le montant de USD 55 millions \$, initialement annoncé, par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, a été majoré à USD 5 millions \$, sans aucune justification crédible. Selon lui, la facture du financement du prochain scrutin, révisé à la hausse, est « suspecte et injusti-



Laurent Saint-Cyr, le nouveau coordonnateur du CPT

avertissements de l'ingénieur Jecrois.

Des risques de fraudes signalés par Alex Saint Gardien Jecrois

Un expert des questions liées aux élections, bien connu et respecté à Washington, et dont l'expertise a déjà servi, dans l'organisation de joutes électorales, en Haïti, l'ingénieur Alex Saint Gardien Jecrois n'a pas jugé son silence utile au peuple haïtien. Aussi s'est-il prononcé sur les dangers de fraudes qui pèsent sur les consultations

« fiable ». dans un pays, comme dit *RL* « en pleine crise sociale et économique », mais surtout en butte à l'insécurité ambiante omniprésente.

Cité encore par le même organe de presse, Alex Jecrois pose la question : « Comment expliquer une telle dépense par électeur alors que les infrastructures électorales sont quasi inexistantes et que la logistique reste précaire ? ». Il met également en question les failles relevées dans les documents électoraux, soient des « cas de doublons » constatés, s'éle-

vant à presque 800 000 personnes inscrites dans le système de l'Office national d'identification (ONI).

Intervenant, dans un second temps, dans *Haïti-Observateur*, Alex Jecrois a affirmé que les responsables de cette institution, qui avaient reconnu la présence de ces double emplois, dans l'inscription des votants, et s'étaient engagés à réaliser l'audit nécessaire, n'ont pas donné suite à cet engagement, jusqu'à ce jour.

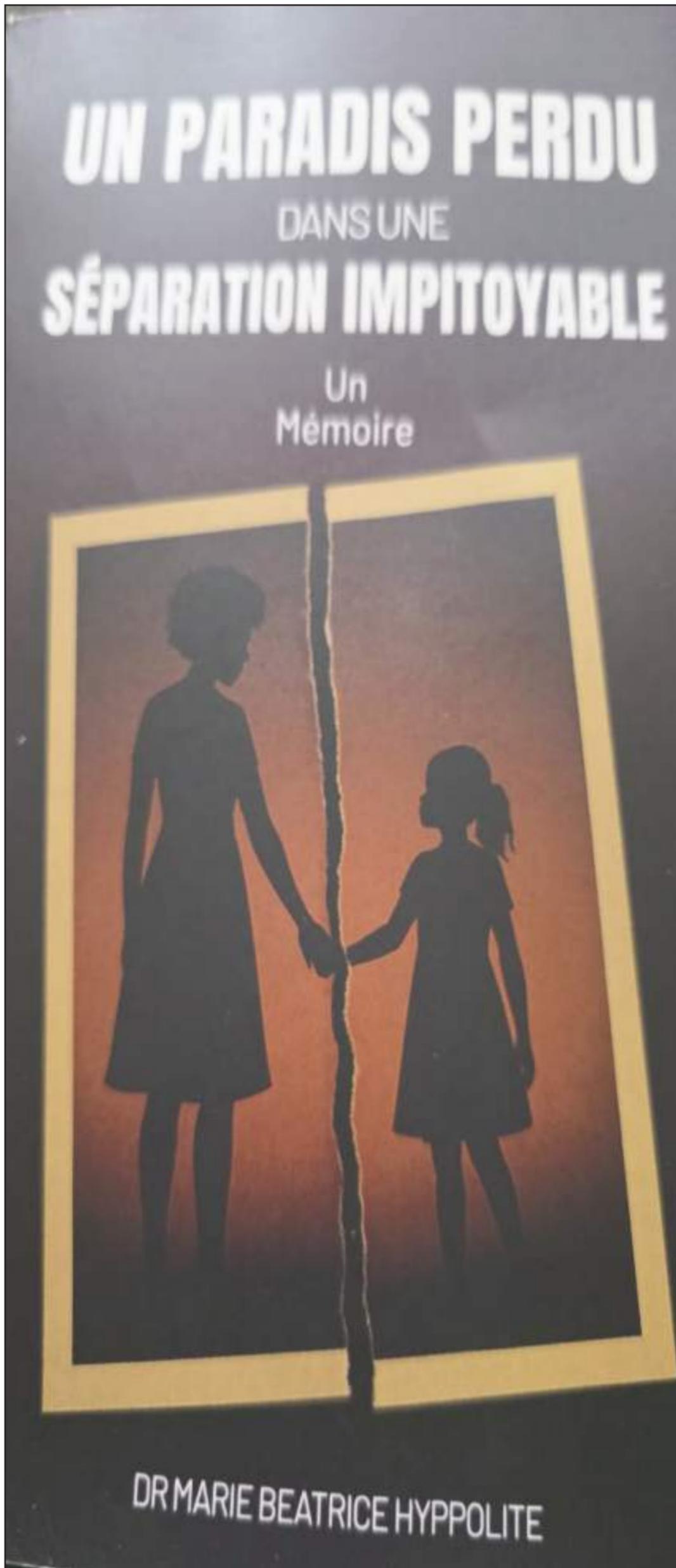
RL parle aussi du prédécesseur du CPT à cette vaste supercherie au sujet des élections, révélant que Ariel Henry avait attribué le contrat d'audit, sans appel d'offres, depuis l'année 2023, à la société Satori Consulting. Bien que celle-ci ait reçu des fonds, dont le montant n'a pas été explicité, aucune opération d'audit n'a été menée. Il faut se rappeler que ce contrat a été conclu dans l'opacité totale, dans la meilleure tradition des administrations intérimaires, dont le CPT se fait l'apanage.

A part Haïti se trouvant sous l'empire des gangs, dont les attaques répétées et imprévisibles sur les citoyens, font rage, tant à Port-au-Prince et ses communes, dans l'Artibonite et dans le Centre, ainsi que sur d'autres zones de différents départements, rendant impossible le déplacement des électeurs vers les bureaux de vote, l'ingénieur Jecrois donne la bonne recette pour que soient tenues des élections crédibles, démocratiques et transparentes. Aussi est-il cité par *RL*, en ces termes : « Aucune élection ne pourra se tenir tant que ce problème structurel ne sera pas résolu ».

Depuis la diaspora, l'ingénieur Jecrois en appelle à la vigilance de la société civile et des partenaires internationaux. Selon lui, l'avenir démocratique d'Haïti ne peut se construire sur des fondations fragiles, entachées de suspicion et d'opacité, tel qu'a révélé *RL*.

Cette alerte, lancée, depuis Washington, la capitale des États-Unis, où réside Alex Saint Gardien Jecrois, au peuple haïtien, l'invitant à ne pas baisser la garde, face à des dirigeants plantés dans l'administration publique par des entités exogènes, non pour défendre les intérêts d'Haïti, mais pour servir leurs causes. Nonobstant les belles promesses, celles-ci n'ont aucune intention de renoncer aux influences qu'ils ont introduites dans les élections antérieures, en Haïti, et qui ont suscité les influences criminelles, qui ont mis le pays dans cet état. Dans les présentes conditions, les élections n'apporteront rien de bon au peuple haïtien.

L.J.



ÉDITORIAL



Quatrième changement de garde au CPT, continue la descente aux enfers d’Haïti

Dans le cadre de l’exécution de la feuille de route imposée au Conseil présidentiel de transition (CPT), le troisième président de cette institution, créée par les leaders politiques de la CARICOM, sous la houlette du Département d’État, Fritz Alphonse Jean vient de faire place à Laurent Saint-Cyr. Après les prestations calamiteuses des trois premiers coordinateurs de la structure présidentielle intérimaire, le quatrième ne suscite pas de grands espoirs au pays, puisqu’il est sorti du même moule politico-social que ses prédécesseurs. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l’article publié dans cette même édition du journal, sous la plume de l’ingénieur Hugues Célestin, ancien député de Quartier Morin, dans le département du Nord, se prononce sans détour sur ce qu’il croit sera l’aggravation des crises dans lesquelles se débat le pays, avec Saint-Cyr à la présidence du CPT, n’ayant pas les compétences et la volonté d’agir différemment de ses collègues.

En effet, ceux qui suivent de près la situation sécuritaire d’Haïti et la gouvernance néfaste des différentes administrations, depuis l’avènement du *Par ti haïtien tèt kale* (PHTK), diront que le titre du texte de M. Célestin seulement résume la situation du pays, ne peuvent s’empêcher de dire, tel qu’exprimé dans le titre de l’article de l’ex-parlementaire : « *La mascarade continue* ».

Hugues Célestin décrit en ces termes la transition vers le représentant du secteur des affaires au sein du CPT : « *Le chapitre Fritz A. Jean se referme. Comme prévu, on lui retire le masque pour l’offrir à Laurent St Cyr, nouveau capitaine du navire naufragé, chargé de voguer entre les récifs des gangs, les vagues de soumission et les tempêtes de corruption. Le public haïtien, habitué aux changements de visages sans changement de cap, s’installe pour assister au même spectacle aussi hideux que prévisible* ».

Mais M. Célestin attire l’attention sur un épisode folklorique ajouté à la cérémonie de prise de fonction de Saint-Cyr, que personne ne prévoyait. Mais il dévoile les ambitions secrètes qu’entretien Laurent Saint-Syr, voulant secrètement prolonger son mandat à la présidence du CPT. Aussi l’ex-parlementaire souligne-t-il ceci : « (...) on a servi au public un 22-septembre sauce Duvalier. Une poignée de militants clairsemés, armés de rara rachitique, s’époumonant à crier « *Viv prezidan St Cyr ! Avi ! Avi* » dans les rues fantomatiques de Pétion-Ville. Sur leurs torsos, s’affichent des t-shirts imprimés à l’effigie du nouveau chef ». Bien que, dans son discours d’investiture, il n’ait fait aucune allusion à la présence de ses ouailles, aux abords de la Villa d’Accueil, siège de refuge de la présidence, depuis qu’elle a été chassée du Palais national, au Champ de Mars, depuis sous le président défunt Jovenel Moïse, en 2021, ces derniers ont lancé un message fort quant aux intentions de M. Saint-Syr.

Si celui-ci a marqué sa différence avec ses prédécesseurs, en prononçant son allo-

cution d’investiture en créole, les contours de sa teneur restent les mêmes, par rapport à la feuille de route prescrite au CPT par ses créateurs. En ce sens, bien que prononcé en langue vernaculaire, son discours d’entrée en fonction comme coordonnateur de la structure présidentielle de transition reprend les mêmes promesses creuses faites, en français, quatre fois déjà avant lui. Selon toute vraisemblance, les membres du CPT ont été choisis sur la base de leur engagement à servir aveuglément ceux à qui ils doivent leur existence, à ce poste. De tels échantillons d’hommes politiques haïtiens idéaux, pour exécuter l’agenda politico-diplomatique des pays dits tuteurs d’Haïti, une fois identifiés et mis à profit, de viennent inamovibles, en dépit des multiples dérives dont ils sont coupables. Dans de telles conditions, ils se leurrent royalement ceux qui pensent que, sous sa présente forme, le CPT se comportera différemment de ses précédents coordonnateurs, sous la direction de Laurent Saint-Cyr.

Il est opportun de rappeler que la dégringolade d’Haïti ne s’est pas produite brusquement, mais a suivi une courbe progressivement descendante, qui s’est brutalement accélérée après la chute de la dynastie duvalériste. Pareil le situation aurait certainement alerté la communauté internationale, notamment les États-Unis, ces derniers ayant toujours affiché le souci de l’intégrité politique, économique et sécuritaire du continent américain. En ce sens, surtout sur le plan de la sécurité régionale, les Américains se comportaient en gendarmes de la région, ayant recours, même à l’occupation militaire de pays de l’hémisphère occidental, y compris Haïti, au nom du maintien de l’ordre, de la paix et de la sécurité. Bien que d’autres moyens aient été appliqués, en lieu et place du militarisme, surtout la « *diplomatie active renforcée* », ceux-ci n’ont pas été évoqués ni mis à contribution, dans le cas d’Haïti. En clair, la communauté internationale, version occidentale, assiste, impassible, à la descente aux enfers de la première République noire du monde. D’aucuns y voient la revanche des pays colonialistes d’Europe agissant de concert avec leur grand allié d’Amérique du Nord, œuvrant pour punir Haïti de la retentissante humiliation infligée par l’Armée indigène, sous la direction de Jean Jacques Dessalines, à la plus puissante institution militaire mondiale de l’heure, l’Armée française, sous le commandement de Napoléon Bonaparte. Alors que, en 1825, le roi de France, Charles X, a exigé d’Haïti et lui arraché le somme colossale de 150 millions de franc-or, pour reconnaître son indépendance.

Tous ces faits, en sus de ceux qui ont entraîné Haïti, dans sa dégringolade multidimensionnelle, donnent raison à ceux qui dénoncent la politique délibérée des pays occidentaux dont les membres contrôlent l’Organisation des Nations Unies (ONU) visant la disparition de l’État souverain d’Haïti. Il y a lieu de constater que cette politique s’exécute par procuration. D’abord, sournoisement,

avec Jeans-Bertrand Aristi de, puis moins agressivement avec René Prével, avant de prendre son essor avec Michel Martelly et Jovenel Moïse. Après l’assassinat de ce dernier, en la résidence présidentielle, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville, le 7 juillet 2021, cette stratégie s’est encore accélérée.

Certes, le neurologue Ariel Henry a été nommé par le CORE Group, sous la dictée de Washington, pour piloter l’administration intérimaire par un exécutif monocéphale. Mais, désenchanté du Dr Henry, que les Américains ont fait exiler, en territoire américain, la formule multicéphale a été inventée pour continuer l’œuvre qui avait été confiée à ce dernier.

Les « *éminentes personnalités* » de la CARICOM, à qui le Département d’État américain avait confié la supervision des négociations inter-haïtiennes, dont la mission consiste à trouver le successeur d’Ariel Henry, ont accouché du système présidentiel rotatif composé de neuf membres. Voilà donc né le « *Conseil présidentiel intérimaire* », la structure désormais chargée de mener la politique de la communauté internationale occidentale à l’égard d’Haïti. En attendant que les membres de celle-ci soient, à leur tour, répudiés par les Américains, ils sont indébouillonnables. Même quand trois d’entre eux sont pris en flagrant délit d’exiger un pot de vin de 100 millions de gourdes du président du Conseil d’administration de la Banque nationale de crédit (BNC), une entreprise d’État, s’il tient à garder son poste. Ou que les membres du CPT en bloc fassent dans la corruption, dans le cadres d’opérations financières, au détriment de la caisse de l’État.

À cet égard, de nombreux contrats, qui ont été dénoncés, par des journalistes ou d’autres entités de la société civile, laissent inflexible la gent de la communauté internationale. D’ailleurs, l’administration américaine de Donald Trump, dont l’inimitié pour les immigrants haïtiens n’est un secret pour personne, a récemment réitéré son appui au CPT, en guise d’aval à sa dernière composante avec Laurent Saint-Cyr. Les propos, à ce sujet, ont été prononcés immédiatement après une intervention de Fritz Alphonse Jean, quelques heures seulement avant qu’il ne cède sa place à Saint-Cyr, attirant l’attention sur la capture du pouvoir par le secteur privé des affaires. C’est bien le cas, selon lui, avec ce dernier à la présidence du CPT et Alix Didier Fils-Aimé, un autre membre du secteur des affaires, aux commandes à la primature.

Dans cet ordre d’idées, on peut signaler les différents contrats passés, en catimini, entre le CEPT et la primature, avec des sociétés privées, et qui engagent des centaines de millions de dollars. Citons le contrat de « *modernisation* » de l’aéroport Antoine Simon des Cayes conclu avec la firme Vorbe et Fils, dont les conditions et le coût sont tenus secrets; celui sur l’organisation du référendum constitutionnel et des élections générales; contrat relatif à la collecte de taxes à la frontière haïtiano-dominicaine durant une période de dix ans passé avec Erik Prince, ancien Navy

Seal et fondateur de la firme de sécurité Blackwater et Vectus Global. Alors que les autorités haïtiennes restent silencieuses à ce sujet, le quotidien new-yorkais The New York Times a publié un article dans lequel il fait parler abondamment M. Prince à ce sujet. D’autre part, il a été également rapporté un autre rapport conclu, secrètement, avec le port de Port-au-Prince, dont la durée de vie serait de 25 ans.

À l’annonce de la naissance de l’Exécutif multicéphale tourmente, Haïti-Observateur avait immédiatement dénoncé une stratégie qu’il disait vise la création de millionnaires sur le dos du peuple haïtien. Puisque, les différents coordonnateurs du CPT amènent leurs lots d’acolytes aspirant à s’enrichir à leur tour. Aussi se sont-ils offerts des créneaux pour y parvenir. Ce sont, notamment, surtout, la surfacturation et les juteuses commissions touchées d’avance. Ils s’ingénient à faire durer les contrats aussi longtemps que possible pour en majorer les bénéfices. À la lumière de la tolérance affichée par la communauté internationale, face à ces stratégies de corruption, il faut croire que celles-ci entrent dans le cadre des avantages accordés aux tenants du CPT, pour les inciter à jouer pleinement le rôle qui leur est attribué.

Avec des acteurs, qui se savent ainsi tolérés par leurs créateurs, ceux-là mêmes, qui devraient être les premiers à les rappeler à l’ordre ou à exprimer leur désenchantement, quant à leur prestation, d’une part, et des entités totalement satisfaites de l’exécution, à la lettre, de leur politique, envers Haïti, on évolue dans un monde idéal. D’un côté, comme de l’autre, la satisfaction est au rendez-vous. Il n’y a donc aucune raison de changer la donne. En ce sens, Hugues Célestin a raison de dire : « *La mascarade continue* ». Donc ils se trompent piteusement ceux qui se croient autorisés à prévoir un revirement de situation, en Haïti, avec l’avènement de Laurent Saint-Cyr. Sur ces entrefaites, le peuple haïtien est condamné à porter ses espérances ailleurs pour obtenir les changements qu’il lui faut, sans tarder !

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<p>HAITI</p> <p>1105-Casaleville 108 Avenue Joffre Bonin, 5ème étage Maison commune, Haïti Tél: (509) 2442144 ou 1009 222-0750</p> <p>CANADA</p> <p>101-Casaleville Boulevard de la Vallée 515, 2011 44 Ave 12ème étage, Montréal 12275 Avenue Gasquet Montréal, Québec H3M 1K2</p> <p>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</p> <p>Un service complet est offert à partir de l'Europe, l'Afrique et l'Asie. 12-C Avenue Kérouac, 108ème étage 1100 Avenue de la République Tél: (33) 1 43 63 26 10</p>	<p>ÉTATS-UNIS</p> <p>1105-Casaleville 108 Avenue Joffre Bonin, 5ème étage Maison commune, Haïti Tél: (509) 2442144 ou 1009 222-0750</p> <p>AFRIQUE ET ASIE</p> <p>1105-Casaleville 108 Avenue Joffre Bonin, 5ème étage Maison commune, Haïti Tél: (509) 2442144 ou 1009 222-0750</p> <p>CARAIËBE ET AMÉRIQUE LATINE</p> <p>1105-Casaleville 108 Avenue Joffre Bonin, 5ème étage Maison commune, Haïti Tél: (509) 2442144 ou 1009 222-0750</p> <p>EUROPE</p> <p>1105-Casaleville 108 Avenue Joffre Bonin, 5ème étage Maison commune, Haïti Tél: (509) 2442144 ou 1009 222-0750</p>
--	---

Nom: _____

Cognom/Cognome: _____

Adresse/Rue: _____

City/Ville: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Country/Pays: _____

Tous les renseignements sont disponibles sur notre site internet: www.haiti-observateur.com

GROW YOUR BUSINESS WITH CLL MARKETING

Expert Promotion. Real Growth.



Let us take your business to the next level

At CLL Marketing, we specialize in promoting your brand, reaching new customers and drive real growth.

WHY CHOOSE US?

- ✓ Proven marketing strategies
- ✓ Social media & digital campaigns
- ✓ Targeted outreach that gets results

CALL US TODAY — LET'S GROW TOGETHER!

718-200-9079

@CLLMarketing | www.cllmarketing.com

JASMINE BEAUJUN NURSE PRACTITIONER

SPECIALIZING IN
PAIN MANAGEMENT

SERVICES OFFERED

- MEDICATION MANAGEMENT
- EDUCATION & LIFESTYLE COUNSELING



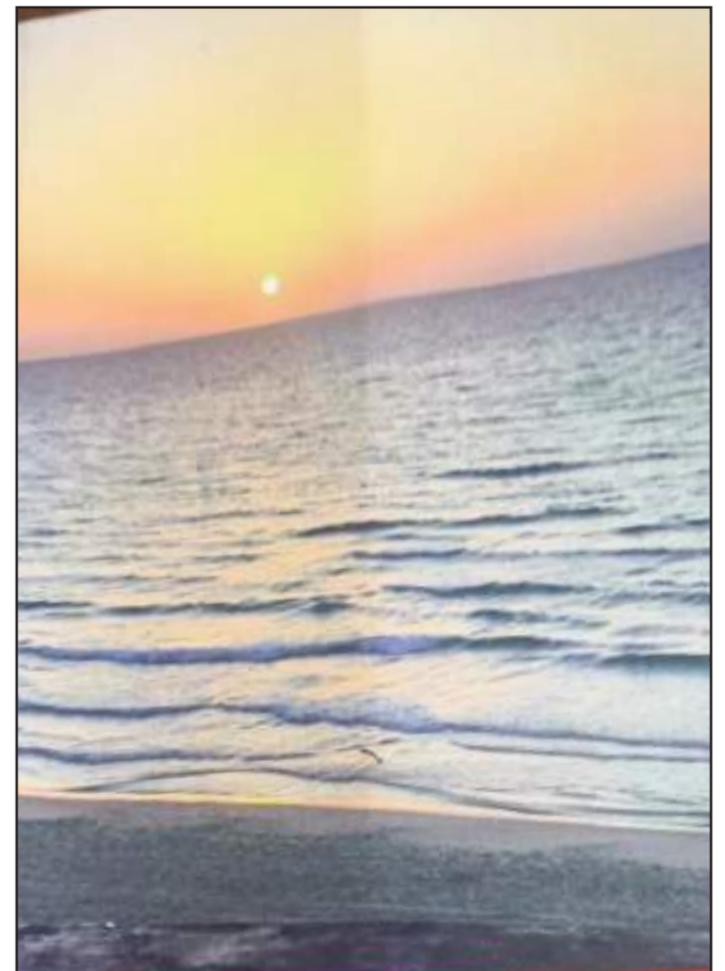
CALL US TODAY
TO MAKE AN
APPOINTMENT

347-238-5269

WHY CHOOSE JASMINE?

- COMPASSIONATE, INDIVIDUALIZED CARE
- EVIDENCE-BASED PRACTICE
- 10+ YEARS OF NURSING EXPERIENCE

YOUR PARTNER IN LONGTERM HEALTH AND WELLNESS



Natania Etienne

KADDISH POU
YOUN AYISYEN

Tradiksyon - Raymond Alcide Joseph